

Original Timecode			To			Shot Description	For editor New timecode		
Hrs	Mins	Sec	Hrs	Mins	Secs		Hrs	Mins	Secs
						— VI 229 —			
						CONF. PRESSE DELORS.			
						2/12/87 B 0184.			
00	00	00.		22	32	PRES. DELORS (FRAN.)			
						B 0185			
	22	32.							
	22	32		40	52	PRES. DELORS (miti).			
						B 0186			
00	40	52.		42	23.	REPONSE AUX JOURNALISTES.			
						B 0185			
	42	23				PLAN DE COUPE. P.L. SALLS			
	42	21				G.P. FEUILLES. DELOH			
	42	30				P.L. PANO D > TABLE CONF			
	42	43				P.L. IVEL CAMERAMAN.			
	42	59.				P.L.			
	43	18		43	27.	P.S. RANGE			
						CONF. PRESSE SCHMIDHÜBER.			
						LUTTE ANTI-FRAUDE.			
						10/3/89 B 1009.			
00	43	40				PRES. SCHMIDHÜBER ( <del>FRAN</del> ) (ALL.).			
	50	36				PLANS DE COUPE. P.S. D/1 RANGE			
	51	16				P.S. AUDIENCE			
	51	23				G.P. JOURNAUX.			
	51	48				Two. not. 2 h05			
	51	53				G.P. FE SEULE			
	52	02		52	06	G.P. H0			
						B 1010. → *			
						PL. DE COUPE			
						FORMAT: PROFES. -USINE CATERPILLAR - JOSEPH RHODES			
						20/10/88 B 0704.			
00	52	30				P.H. SERRURIERS AU TRAVAIL.			
	53	04				PS			
	53	56				DETAIL VILLEBREQUIN.			
	54	28				P.H. SERRURIERS			
	54	40				PS			
	55	04				G.P. H0 TRAVAIL			
	55	30				PL. # MACHINE			

## CONFERENCE DE PRESSE DE M. SCHMIDHUBER SUR LA LUTTE CONTRE LES FRAUDES

En vue de la réunion du Conseil ECO-FIN le 13 mars, M. SCHMIDHUBER a présenté la position de la Commission sur la lutte contre les fraudes. La Commission se réjouit de l'initiative de la présidence espagnole de mettre ce point à l'ordre du jour de ce Conseil. M. SCHMIDHUBER a aussi souligné les initiatives du Parlement européen et de la Cour des Comptes dans ce domaine qui ont aidé à sensibiliser l'opinion publique sur ces problèmes.

M. SCHMIDHUBER a rappelé que la Commission a créé en 1988 une unité spéciale pour la lutte contre la fraude (UCLAF) et a attiré l'attention sur le fait qu'une coopération continue et étroite entre Commission, Conseil et Etats membres était nécessaire dans ce domaine, en particulier parce que la gestion de la politique agricole commune tombe largement sous la compétence des Etats Membres.

M. SCHMIDHUBER a rappelé que bon nombre des propositions faites par la Commission visant la lutte contre la fraude sont restées en suspens au Conseil. A titre d'exemple, il a cité :

- le projet de traité sur la protection pénale des intérêts financiers des Communautés et la poursuite des infractions au droit communautaire qui date de 1976,
- la proposition de règlement relatif au contrôle du paiement des montants octroyés lors de l'exportation des produits agricoles, élaborée à la suite d'un rapport spécial établi par la Cour des Comptes sur ce sujet (1987),
- les propositions de modification au règlement No 2891/77 relatif au régime des ressources propres traditionnelles, qui visent un renforcement des pouvoirs d'information et de contrôle

de la Commission à l'image de la situation existant dans le secteur agricole (depuis 1979),

- la proposition de règlement portant règles générales relatives au contrôle dans le secteur viti-vinicole (1987)

En plus, la Commission prendra de nouvelles initiatives. Elle s'engage :

- à renforcer et à présenter au Conseil sa proposition révisée relative au contrôle et à la surveillance des restitutions à l'exportation ;
- à proposer au Conseil des aménagements au fonctionnement du régime du stockage à l'intervention à la lumière du rapport spécial de la Cour des Comptes ;
- à proposer une modification de la directive 77/435 relative au contrôle par les Etats membres de la comptabilité des entreprises bénéficiaires du FEOGA Garantie en vue de renforcer ces contrôles;
- en vue d'une communication plus complète des irrégularités dans le domaine des fonds structurels, dont le principe est adopté par le Règlement 4253/88, à proposer des modalités d'application sur le contenu et la périodicité de ces informations ;
- à proposer avant la fin de cette année son projet de Code Européen des Douanes. Des mesures de simplification du transit communautaire ayant pour effet d'accélérer, en cas d'infraction, le recouvrement des ressources propres éventuelles seront proposées;
- à demander au Conseil un mandat de négociation pour aboutir à la conclusion d'accords d'Assistance Mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière avec les principaux partenaires commerciaux de la Communauté.

Interrogé par les journalistes sur des estimations chiffrées de la fraude dans la Communauté, M. SCHMIDHUBER a répondu que les chiffres repris par les media étaient purement spéculatifs et n'avaient même pas un caractère d'estimation. La Commission,

quant à elle, ne peut pas confirmer ces chiffres. Sa première responsabilité n'est pas d'avancer des estimations mais de prévenir et découvrir les fraudes commises. De plus, les analyses "cost/benefits" n'ont pas de signification dans ce contexte parce que la Commission doit avant tout veiller à ce que les lois communautaires soient appliquées correctement en tout état de cause.

Rendez-vous de midi et réunion de la Commission (C.D. Ehlermann)

-----

Documents relevant des décisions de la Commission:

- IP 151 - La Commission et la répression des fraudes
- IP 138 - Aides d'Etat: La Commission ne s'oppose pas aux aides allemandes de pêche dans les eaux intérieures
- IP 143 - Commission approves German research into artificial intelligence
- IP 144 - La Commission classe une procédure sur l'installation sidérurg. au Portugal;
- IP 145 - La Commission approuve une aide pour un projet allemand dans le programme EUREKA
- IP 146 - Commission approves enterprise zone for Sunderland in north-east England
- IP 147 - La Commission ouvre la procédure à l'encontre des aides à une société minière grecque
- IP 148 - Commission approves aid to restructure German civil aircraft industry
- IP 149 - Commission opens procedure against German development aid project in shipbuilding.

Autres documents

-----

- IP 137 - Projet d'auto-développement rural en Bolivie  
18.500.000 Ecus.
- IP 140 - Les Premiers Ministres de Dominique et Ste Lucie rencontrent le Vice-Président Marin

- IP 142 - Résumé intervention de M. Bangemann au Symposium

"Strong Europe" organisé par le PE

- IP 150 - Nitrate dans le fromage (Grèce)

- MEMO 12 - Visite à la Commission de M. Hosny Mubarak,

Président de la République de l'Egypte

- 1 art. 115 autorisant la République française à exclure du traitement communautaire les peignoirs de bain originaires de la République Populaire de Chine.

- Economie européenne: rapport économique 1988/89.